



Conseil économique et social

Distr. générale
6 octobre 2003
Français
Original: anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2003

15-19 décembre 2003

Examen des rapports spéciaux

Rapports spéciaux

Note du Secrétaire général

1. À sa session ordinaire de 2003, le Comité chargé des organisations non gouvernementales, conformément au paragraphe 61 c) de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, a demandé à l'organisation ci-après de lui présenter un rapport spécial à la reprise de sa session, à la suite d'une plainte déposée par le représentant des États-Unis d'Amérique (voir E/2003/32, Part II, par. 97 :

Mouvement indien « Tupaj Amaru ».

2. À la même session, le Comité a demandé à l'organisation ci-après de donner de nouvelles précisions sur son avis au sujet de la plainte formulée par le représentant du Viet Nam (voir E/2003/32, Part II, par. 67) :

Parti radical transnational.

3. Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre les rapports spéciaux présentés par les organisations susmentionnées.



Rapports spéciaux

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mouvement indien « Tupaj Amaru »	3
II. Parti radical transnational	22

I. Mouvement indien « Tupaj Amaru »

Généralités

1. Le Mouvement indien « Tupaj Amaru » est une organisation non gouvernementale internationale dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social depuis 1997.
2. À sa session ordinaire de 2003, le représentant des États-Unis a déposé une plainte auprès du Comité contre le Mouvement indien « Tupaj Amaru ». Il a déclaré qu'au cours de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, deux représentants de cette organisation s'étaient élancés vers la délégation des États-Unis en tenant un objet cylindrique de grande taille. Faisant face à la caméra d'une équipe de la télévision cubaine, ils avaient déroulé une banderole portant l'inscription « Pace » et avaient scandé des slogans anti-américains.
3. Un membre du Comité a souligné que l'organisation avait déjà envoyé des lettres d'excuses au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et au chef de la Section de la sécurité et de la sûreté de l'Office des Nations Unies à Genève, dans lesquelles elle expliquait que cet incident était le fait d'une décision prise à titre individuel par son auteur, qui s'était vu retirer son accréditation.
4. Le secrétariat du Comité a demandé au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et au chef de la Section de la sécurité et de la sûreté de l'ONUG de lui transmettre des copies de ces lettres afin qu'il les fasse distribuer aux membres du Comité.
5. L'organisation « Tupaj Amaru » a été priée de présenter un rapport pour répondre aux questions formulées par le représentant des États-Unis, qui serait examiné à la reprise de la session de 2003. Le texte de ce rapport est reproduit ci-après :

Rapport spécial de Tupaj Amaru

Lettre datée du 15 septembre 2003, adressée au Secrétariat par le Mouvement indien « Tupaj Amaru »

Par la présente, je me réfère à votre courrier du 22 mai reçu par un fac-similé, m'informant de la plainte que la délégation des États-Unis d'Amérique, par une lettre du 20 mai 2003, venait de déposer devant le Comité chargé des organisations non gouvernementales, contre le Mouvement indien « Tupaj Amaru », organisation de peuples autochtones, dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social.

Conformément à votre demande et en vertu de la résolution 1996/31 du Conseil, j'ai le plaisir de soumettre le rapport au Comité, qui contient des réponses précises aux allégations formulées par la délégation des États-Unis concernant l'incident qui s'est produit à la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme (voir annexe). Je transmets également ce rapport aux bons soins du bureau de liaison des ONG à Genève.

En ma capacité de Coordonnateur général, je déclare de bonne foi que ce rapport, composé de cinq chapitres et accompagné de cinq pièces jointes, comporte les cinq réponses aux cinq questions formulées par le gouvernement plaignant. De surcroît, comme il ressort du rapport, Mme Bonavita a commis un acte sans autorisation, dont la responsabilité incombe à elle seule.

Toutefois, tout en reconnaissant devant le Comité le comportement irresponsable de la personne en cause, jugé incompatible avec les règles de procédure et tout en nous excusant auprès de la délégation américaine, l'organisation ne saurait accepter l'invocation de « motivations politiques » imputables à l'affaire Bonavita ni l'intention d'assimiler de près ou de loin le déroulement d'une banderole portant l'inscription « Pace » « au terrorisme ».

Ayant le mandat d'assumer la défense de la cause indienne, j'aimerais être entendu lors du jugement et pouvoir m'expliquer devant le Comité. À cet effet, je vous prie instamment de m'envoyer une lettre d'invitation pour des raisons de formalités (visa).

En espérant avoir répondu à toutes les questions de façon satisfaisante au jugement du Comité, je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à mon cas.

Annexe

Rapport à la demande de la délégation des États-Unis d'Amérique

I. Introduction

1. Constitué dans les années sombres pour la démocratie, les droits de l'homme et surtout pour la survie des peuples autochtones (1978), le Mouvement indien « Tupaj Amaru » (MITA) s'inscrit pleinement dans le cadre de l'identité indienne, représente les communautés aborigènes les plus démunies et soutient leur lutte et leur résistance, notamment celles des pays andins de l'Amérique du Sud, aujourd'hui confrontées au grand défi des temps modernes.

2. Ses fondateurs, qui se sont engagés dans la défense des droits et libertés fondamentales, se sont inspirés des buts et principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des résolutions de la première Conférence internationale des organisations non gouvernementales sur la discrimination à l'égard des peuples autochtones, tenue à Genève en 1977.

3. En vertu de ses statuts organiques qui sont conformes à l'esprit et la lettre de la Charte des Nations Unies, l'organisation à but non lucratif représentant les communautés aborigènes, a pour but et objectif essentiels :

a) De veiller à la promotion et la protection des droits collectifs et individuels et des libertés fondamentales, notamment les droits économiques et culturels, ainsi que les droits civils et politiques qui impliquent la reconnaissance du droit à la libre détermination des peuples autochtones;

b) De promouvoir l'exercice effectif du droit à la terre, ainsi que la reconnaissance réelle de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, considérée comme un élément vital pour la survie des populations autochtones;

c) De mettre en oeuvre le droit au développement durable en harmonie avec la nature comme un droit humain et de défendre la sauvegarde du patrimoine culturel et intellectuel des nations indigènes, leurs ressources génétiques et leurs connaissances traditionnelles;

d) De combattre le colonialisme sous toutes ses manifestations, celui-ci constituant la source et la cause du racisme et de la discrimination raciale à l'égard des peuples autochtones, ainsi que toute incitation à la haine, à la violence et au terrorisme;

e) De condamner toute guerre d'agression à connotation coloniale pour le partage du monde et de sauvegarder la paix et la sécurité internationales, conditions essentielles pour un développement durable, juste et équitable, pour la démocratie et pour les droits de l'homme;

f) De soutenir et encourager la mise en oeuvre de projets de développement rural durable en faveur des communautés autochtones dans le but de contribuer à la lutte pour l'éradication de l'extrême pauvreté;

g) D'organiser des tables rondes, séminaires et ateliers dans différentes régions en vue d'aborder les droits indigènes dans leur ensemble, ainsi que d'assurer la publication d'informations et de témoignages sur les violations des droits de l'homme dans le cadre de la Décennie internationale des populations autochtones.

II. Réponse à la plainte du Gouvernement des États-Unis d'Amérique

4. Lors de sa session ordinaire de 2003, le Comité a été saisi d'une lettre datée du 20 mai 2003, dans laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique accuse le Mouvement indien « Tupaj Amaru » d'avoir violé les règles de procédure durant la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme.
5. Conformément à la procédure habituelle du Conseil, le secrétariat du Comité, par sa lettre du 22 mai 2003, a transmis à l'organisation la plainte de la délégation des États-Unis contre l'organisation en cause en lui demandant de répondre aux incriminations formulées devant le Comité avant le 30 septembre 2003.
6. L'organisation, injustement accusée, par l'intermédiaire de son coordonnateur général, d'avoir violé les règles de procédure, abusé de son statut consultatif auprès du Conseil et enfreint le protocole, saisit cette occasion pour apporter des réponses concrètes aux allégations du Gouvernement des États-Unis au sujet de l'incident qui s'est produit à la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme.

Question 1

7. En ce qui concerne la procédure d'accréditation des personnes à la Commission des droits de l'homme et aux organes subsidiaires du Conseil, le Mouvement indien « Tupaj Amaru » respecte et applique les règles et critères stipulés à l'article 4 de ses statuts organiques.
8. En règle générale, les accréditations sont accordées en priorité à ses membres actifs et passifs appartenant aux collectivités locales, dont la majorité vivent dans les pays andins d'Amérique latine, au nord de la Fédération de Russie, et qui, en raison de leur extrême pauvreté et du manque de ressources financières, se voient privés du droit à participer aux forums des Nations Unies. L'accréditation peut aussi être accordée aux défenseurs et militants engagés dans la cause des peuples indigènes.
9. En vertu de la disposition statutaire, tout membre actif et passif d'origine indienne ou non (y compris les membres originaires d'Europe et d'Amérique) qui accepte, respecte et applique les principes et les buts fixés par l'organisation peut participer et contribuer aux travaux de la Commission des droits de l'homme et aux conférences internationales organisées par les Nations Unies. Il est impératif que les participants se conforment aux règles prévues dans la résolution 1996/31.
10. En ce qui concerne la question soulevée par la délégation des États-Unis, le Coordonnateur général tient à faire observer aux membres du Comité que l'organisation a suivi la même procédure pour accréditer Mme Elena Bonavita à la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme en qualité de spécialiste des questions autochtones. Quant à ses références, Mme Bonavita avait participé aux réunions des Nations Unies avec d'autres ONG. Elle avait déjà été accréditée par l'organisation à la cinquante-quatrième session de la Sous-Commission; mais nul ne pouvait imaginer son intention de mauvaise foi.

Question 2

11. Quant à la question concernant le fonctionnement interne de notre organisation, il convient d'examiner la situation de chaque membre au cas par cas et selon les circonstances. Contrairement aux ONG riches du nord, qui sont financées par les gouvernements et institutions publiques et privées et en grande partie composées de fonctionnaires et salariés, chaque membre de l'organisation, pour des raisons de principe, est un militant qui travaille par conviction et s'engage à défendre les droits de l'homme. Nul n'est censé recevoir de rétribution financière.

12. Chaque communauté autochtone ou ensemble de collectivités (*Ayllus*) représentées par leur organisation de base et chaque personne à titre individuel, qu'elle soit d'origine indienne ou non, sont membres à part entière de l'organisation, à condition qu'elles versent leur cotisation, acceptent les buts et principes prévus par les Statuts et s'engagent à oeuvrer en faveur des droits des peuples indigènes, pour la paix dans le monde et contre le colonialisme et le racisme (art. 4., al. 2, des Statuts).

13. L'organisation compte aujourd'hui parmi ses membres actifs les fondateurs de l'association qui, par leur militantisme et leur engagement, continuent de défendre les droits de l'homme et travaillent par conviction et pour un idéal de paix et de justice sociale.

Question 3

14. En application de l'article 5, alinéa 3, de ses statuts organiques, l'organisation, sur la proposition de son coordonnateur général et en consultation préalable avec le Conseil exécutif, a procédé à l'exclusion de facto de Mme Bonavita, indépendamment de son statut dans l'organisation, pour avoir violé les règles de procédure du Conseil, perturbé le travail de la Commission des droits de l'homme et manqué de respect à l'égard de la délégation des États-Unis d'Amérique. Le Comité trouvera en annexe une copie des Statuts (voir pièce jointe 1).

15. Après avoir pris connaissance du procès-verbal du Service de la sécurité et de la sûreté du Palais des Nations, le responsable exécutif de l'organisation a immédiatement retiré à Mme Bonavita son accréditation en signe de désaveu. Ensuite, d'autres personnes accréditées ont été convoquées à une réunion pour les informer de l'incident et leur rappeler la règle de conduite selon laquelle toute action unilatérale est nuisible à l'organisation. Son coordonnateur général tient à informer le Comité que, dorénavant, l'accréditation ne sera accordée qu'aux membres ayant passé un minimum d'une année dans l'organisation et démontré leur engagement de bonne foi.

Question 4

16. L'organisation déclare de bonne foi qu'elle n'avait jamais été informée à aucun moment et par qui que ce soit et n'avait jamais eu connaissance de la préparation de l'incident provoqué par Mme Bonavita, apparemment orchestré par le journaliste, également ressortissant uruguayen, et dont elle ignore l'identité. Le responsable de l'organisation s'est immédiatement rendu au Bureau des services spéciaux du Palais des Nations et a signé le procès-verbal d'audition (voir pièce jointe 2).

17. L'auteur de l'infraction a déclaré au Sous-Groupe des interventions spécialisées qu'elle assumait les conséquences découlant de son action unilatérale

commise à titre strictement personnel, c'est-à-dire sans autorisation ni consentement préalable de l'organisation, et demandait donc que l'ONG incriminée soit déchargée de toute responsabilité dans cette affaire.

Question 5

18. À la question posée concernant les mesures qui ont été prises afin d'éviter à l'avenir que des personnes accréditées par le MITA ne soient impliquées de près ou de loin dans des actes similaires à celui qui s'est passé lors de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, l'organisation a décidé d'appliquer strictement les dispositions de ses statuts et exigera dorénavant de chaque participant qu'il s'engage à respecter les procédures et règles de conduite prévues dans la résolution 1996/31.

19. Consciente de la difficulté de surveiller les personnes accréditées, ce qui est difficilement compatible avec l'esprit de ses statuts, l'organisation accordera dorénavant des accréditations en priorité à ses membres et à un nombre réduit de défenseurs des droits de l'homme, de spécialistes des questions ayant trait aux peuples autochtones et de stagiaires qui, par leur expérience, leur témoignage et leur sens des responsabilités, devraient apporter des contributions aux travaux des organes du Conseil économique et social.

III. Incident : banderole de la paix contre la guerre

20. En ce qui concerne l'incident provoqué par Mme Elena Bonavita qui, par son action irresponsable, avait brandi devant la délégation américaine une banderole portant l'inscription « Pace » en séance plénière de la Commission, le Coordonnateur général a immédiatement adressé des lettres datées du 18 avril et du 18 mai 2003 à l'attention du regretté Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Sergio Vieira de Mello, au lieutenant Florian George, chef du Sous-Groupe des interventions spécialisées, et à Mme Najat Al-Hajjaji, Présidente de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, pour leur exprimer son profond regret et ses excuses à la délégation des États-Unis (voir pièces jointes 3, 4 et 5).

21. L'organisation tient à faire observer aux membres du Comité et déplore que, malgré ses explications dûment fondées, ses excuses et des circonstances atténuantes, le Gouvernement des États-Unis ait saisi le Comité et déposé une plainte pour violation des règles de procédure, abus du statut consultatif et infraction à la règle protocolaire imputable à l'organisation, dans la claire intention de réduire au silence la voix des peuples autochtones.

IV. Question de fond

22. L'objet des allégations portées par les États-Unis n'est certainement pas qu'une banderole portant l'inscription « Pace », qui symbolise les idéaux de la Charte des Nations, ait été brandie à un moment et dans un lieu inappropriés. La télévision cubaine ne peut être suspectée de mauvaise foi par sa présence le jour de l'incident, puisqu'elle participait tous les jours aux travaux de la Commission.

23. L'organisation refuse toute imputation de motifs politiques à l'affaire Bonavita et considère inacceptable la tendancieuse invocation d'un quelconque acte commis dans un contexte de terrorisme. Ce qui est vrai, c'est que le Gouvernement des

États-Unis agit en fonction de ses intérêts politiques partout et contre tous. Or, qui dit politique fait de la politique. Force est de constater que, dans les instances des Nations Unies, la délégation américaine ne supporte plus la vérité historique, les témoignages critiques et les contributions constructives provenant d'ONG militantes qui défendent les droits de l'homme.

24. Le Comité est censé répondre à la question de savoir pourquoi les ONG sont la nouvelle cible des États-Unis. Le site lancé aux États-Unis se charge de décrédibiliser ces organisations non gouvernementales favorables à l'ONU, à la Cour internationale et au Processus de Kyoto, et dénonce leurs pratiques non démocratiques, leur manque de transparence, leur racket sur les bonnes consciences et leur opacité (voir *La Tribune de Genève*, 28-29 juin 2003).

25. En substance, par son souci d'ordre politique, la plus grande puissance du monde ne fait que lancer un défi majeur à l'Article 71 de la Charte des Nations Unies, qui prévoit la consultation des ONG, notamment dans les pays en développement relevant de leur compétence.

26. De surcroît, ces allégations constituent une obstruction à la mise en oeuvre du Programme d'action de Vienne (1993), qui encourage la participation des peuples autochtones aux affaires de la société et remettent en cause le Programme d'action de Durban (2001) contre le racisme, dans l'intention de réduire au silence la voix des Indiens, victimes de la discrimination et de l'exclusion du concert des nations, aujourd'hui condamnés à l'extrême pauvreté.

V. Conclusion

27. N'ayant aucune relation de dépendance ni aucune contrainte de quelque sorte à l'égard des partis politiques, des gouvernements, voire des institutions financières ou sociétés transnationales, l'organisation a toujours exercé ses activités en toute transparence et honnêteté et s'exprime en toute liberté et indépendance, se conformant en tout instant à la ligne de conduite prévue dans la résolution 1996/31 du Conseil.

28. Aujourd'hui, elle est victime de sa participation active et de ses contributions constructives aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires, ainsi que de son engagement militant en faveur des idéaux de paix, de justice et de dignité humaine proclamés dans la Charte des Nations Unies.

Pièce jointe 1

Statuts du Mouvement indien « Tupaj Amaru »

Préambule

Les membres fondateurs et membres représentatifs de base du Mouvement indien « Tupaj Amaru », ci-après le « Mouvement », réunis en Assemblée générale ordinaire :

Considérant que la « découverte du Nouveau Monde » par les conquistadors européens a entraîné la destruction violente des civilisations autochtones et l'anéantissement de leurs cultures millénaires et de leurs traditions ancestrales, et a abouti à l'extermination de populations entières, au génocide, à l'esclavage et à la négation pure et simple de leurs droits à la vie et la dignité;

Reconnaissant que la colonisation de l'Amérique a marqué la fin de la vie et le début de la survie des civilisations autochtones, qui furent dépossédées de leurs terres, territoires et ressources et soumises à un régime de servitude sans précédent dans l'histoire coloniale;

Réaffirmant la contribution inestimable des peuples autochtones, tant par leur culture millénaire que par leur mode d'organisation sociale, à la diversité et à la richesse des civilisations et des cultures universelles, comme faisant partie intégrante du patrimoine commun de l'humanité;

Sachant que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits, et qu'ils ont droit à une protection égale contre toute discrimination et contre toute provocation à une telle discrimination;

Considérant que toute doctrine fondée sur la différenciation entre les races ou sur la supériorité raciale est scientifiquement fausse, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse pour la paix;

Considérant que les Nations Unies ont condamné, sous toutes ses formes et manifestations, le colonialisme, qui entrave les relations pacifiques et amicales fondées sur le respect des droits et de la libre détermination de tous les peuples, et proclamé notamment la nécessité de mettre rapidement un terme au néocolonialisme, obstacle majeur au développement durable et facteur de destruction de l'environnement;

Réaffirmant la souveraineté permanente des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles, élément fondamental du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conformément au droit international;

Conscients qu'il n'y aura nulle part ni justice ni paix tant que les Indiens, les autochtones, les paysans et les mineurs dépossédés de leur terre nourricière, privés de leurs ressources naturelles, survivront dans la misère et la pauvreté, travailleront dans les conditions indignes et subiront la discrimination, l'exclusion et l'humiliation, sources de conflits permanents à travers le monde;

Après avoir examiné démocratiquement et approuvé en plénière le projet de révision, sont convenus par consensus d'adopter les présents Statuts organiques.

Chapitre premier

Article premier

Dénomination

Le Mouvement indien « Tupaj Amaru », ci-après le « Mouvement », organisation non gouvernementale (ONG) sans but lucratif, régi par les présents Statuts, est constitué au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse. Sa durée est indéterminée.

Article 2

Siège

Le Mouvement a son siège principal à Genève (Suisse) depuis sa fondation en 1977.

Chapitre II

Article 3

Principes et buts de l'organisation

Le Mouvement, en vertu de ses statuts, a pour buts et objectifs essentiels :

1. D'oeuvrer à la promotion et la protection des droits collectifs et individuels des peuples autochtones reconnus par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux;
2. De promouvoir le plein exercice des droits économiques, sociaux et culturels découlant du respect de la dignité de la personne humaine, fondement de la justice et de la paix dans le monde;
3. De combattre le racisme et la discrimination raciale, ainsi que toute incitation à la haine raciale envers les peuples aborigènes et les minorités nationales;
4. De combattre le néocolonialisme sous toutes ses formes et manifestations, car il entraîne des pratiques de ségrégation, entrave les relations de coopération entre les peuples et porte atteinte au droit inaliénable des peuples de déterminer librement leur destin;
5. De soutenir et d'encourager le développement rural durable en harmonie avec la nature, en tant qu'alternative au modèle néolibéral de développement, tout en préservant le mode de production ancestral et le caractère collectif du travail chez les peuples autochtones;
6. De préserver de transmettre aux générations présentes et futures le patrimoine culturel et intellectuel des nations indigènes, en mettant en valeur la diversité de leurs traditions culturelles, leurs structures sociales et juridiques et leur vision philosophique, comme faisant partie intégrante du patrimoine commun de l'humanité;
7. De soutenir partout les revendications légitimes des communautés et peuples aborigènes pour le droit à la propriété, la possession et l'usufruit de leurs terres, territoires et ressources naturelles qui symbolisent l'identité indienne;

8. De contribuer à la lutte pour la sauvegarde de la terre, de l'environnement naturel et contre la contamination de l'air et de l'eau en vue de renforcer la lutte contre la pauvreté absolue qui résulte d'un développement inégal, injuste et anarchique de l'économie mondiale;

9. De publier et de diffuser à l'intention de l'opinion publique nationale et internationale toute information, témoignage, recherche relatifs aux violations des droits et libertés fondamentales reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Chapitre III

Article 4

Composition de l'organisation

10. Le Mouvement se compose de membres actifs et passifs.

Les membres fondateurs sont ceux qui ont participé à la première Conférence internationale des ONG sur la discrimination raciale à l'égard des peuples autochtones, tenue au Palais des Nations en 1977.

11. En vertu du principe démocratique, toute personne d'origine indienne ou non indienne, ainsi que toute communauté aborigène, (*Ayllus*) peut devenir membre actif à titre individuel ou collectif, à la seule condition de respecter et d'appliquer les principes et les buts stipulés dans les présents statuts et de verser sa cotisation annuelle.

12. En adhérant à l'organisation, chaque membre à titre collectif ou individuel visé à l'alinéa 1 peut exercer librement son droit de vote dans toute élection et consultation et être éligible à toute fonction au sein du Conseil.

13. Sont membres passifs tous les individus indiens ou non indiens, ainsi que les fondations humanitaires et institutions culturelles, scientifiques et les personnalités qui manifestent leur solidarité avec la cause des peuples autochtones et apportent leur contribution volontaire aux activités du Mouvement, notamment aux travaux des organes du Conseil économique et social en matière de promotion et de protection des droits et libertés fondamentales des peuples autochtones.

14. Les membres ont le droit d'être tenus au courant et informés en toute transparence et en temps utile de la gestion du Conseil et de ses décisions touchant aux intérêts individuels et collectifs des populations autochtones.

15. Les membres sont tenus de respecter les dispositions des présents statuts, de s'y conformer, ainsi que de veiller à la réalisation des objectifs et au maintien de la ligne de conduite du Mouvement.

Article 5

Exclusion

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil, peut procéder, en se fondant sur le rapport de son coordonnateur général, à l'exclusion du Mouvement à la majorité des deux tiers des membres présents et votants :

16. Tout membre actif ou passif qui refuserait de se conformer aux prescriptions des présents statuts et aux décisions émanant de l'Assemblée générale.

17. Tout membre qui se servirait du Mouvement et de ses organes pour satisfaire ses intérêts personnels ou tenterait d'obtenir des faveurs matérielles ou des privilèges par des moyens illicites.

18. Tout membre dont la conduite opportuniste et l'action unilatérale, au jugement de l'Assemblée générale, porterait un grave préjudice aux principes et buts du Mouvement et serait incompatible avec les règles du Conseil économique et social.

Chapitre IV

Article 6

Structure organique

Le Mouvement, aux termes de l'article 3, exerce ses activités par l'intermédiaire des organes suivants :

- L'Assemblée générale;
- Le Conseil exécutif;
- Le Coordonnateur général.

Article 7

Prérogatives de l'Assemblée générale

19. L'organe suprême du Mouvement est l'Assemblée générale, ci-après l'Assemblée, dont l'autorité est inaliénable et dont les décisions sont obligatoires.

20. L'Assemblée se compose de l'ensemble des membres actifs et passifs. Chaque membre actif, que ce soit en tant que collectivité ou communauté autochtone, ou en tant que membre individuel, jouit du droit de vote. En revanche, les membres passifs participent à l'Assemblée ordinaire et extraordinaire en qualité d'observateurs.

21. L'Assemblée détermine l'orientation politique, ainsi que la ligne de conduite de l'organisation et fixe les principales activités de celle-ci, conformément aux objectifs prévus par les présents statuts.

22. L'Assemblée se réunit en session ordinaire une fois tous les quatre ans, sur convocation écrite du Conseil, se prononce sur l'ordre du jour et adopte ses décisions à la majorité absolue des membres présents et votants.

23. En vertu de ses attributions, l'Assemblée évalue et approuve le rapport d'activités du Conseil pour la période écoulée ainsi que le rapport sur la gestion financière présentée par le Conseil.

24. L'Assemblée a la compétence exclusive d'approuver le rapport du Coordonnateur général de l'organisation. Elle se prononce, après l'avoir entendu, sur ses recommandations et propositions concernant l'élaboration du programme d'action sur les droits et les libertés des peuples autochtones.

25. L'Assemblée définit le programme des activités futures, adopte le budget annuel et fixe le montant de la cotisation de ses membres. C'est le seul organe qui est habilité à élire les membres du Conseil exécutif et le Coordonnateur général, dont le mandat est défini par les présents statuts.

26. L'Assemblée est également habilitée à se prononcer sur la révision des Statuts et à adopter toute modification et amendement à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

Article 8

Sessions extraordinaires de l'Assemblée générale

27. L'Assemblée générale peut être convoquée en session extraordinaire, sur décision du Conseil ou sur demande écrite du Coordonnateur général.

28. L'Assemblée générale réunie en session extraordinaire examine uniquement les questions inscrites à l'ordre du jour, comportant la date et le lieu proposés par le Conseil ou par les membres de l'organisation. Elle prend ses décisions à la majorité absolue des membres présents et votants.

Article 9

Fonctions du Conseil exécutif

29. Le Conseil est l'organe exécutif du Mouvement chargé de veiller scrupuleusement à l'application des principes statutaires et d'assurer la mise en oeuvre des décisions émanant de l'Assemblée générale.

30. Les membres du Conseil élus par l'Assemblée générale, en tenant compte de la répartition géographique, désignent en son sein un président qui est l'administrateur de l'organisation, un trésorier et des conseillers.

31. En outre, le Conseil a pour fonctions :

- D'assurer l'exécution des activités du Mouvement et de gérer ses ressources et ses biens en toute transparence ainsi que de coordonner les politiques et l'action menée en matière de droits de l'homme, en consultation préalable avec le Coordonnateur général;
- De prendre toute mesure utile à la défense des peuples autochtones ainsi que de recueillir toute information sur les graves violations des droits et libertés fondamentales et de les faire parvenir au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, par l'intermédiaire du Coordonnateur général, qui en est le représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies;
- D'examiner et de présenter des témoignages aux organes compétents des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme;
- De tenir tous les membres au courant de ses activités et décisions relatives à la défense des populations autochtones;
- D'élaborer et de présenter à l'Assemblée générale des propositions relatives à l'exercice concret des droits à la terre, aux ressources naturelles et à un développement juste et durable, qui sont stipulés dans les conventions et instruments internationaux.

32. Le Conseil se réunit une fois par an ou davantage selon les besoins. Il est collectivement responsable de sa gestion devant l'Assemblée générale.

Article 10**Coordonnateur général**

33. Le Coordonnateur général est élu par l'Assemblée générale pour une durée de quatre ans et est rééligible.

34. En vertu des attributions qui lui sont conférées, il applique et coordonne avec le Conseil les questions de politique générale et les grandes orientations définies par les présents statuts et assure l'application des décisions émanant de l'Assemblée générale.

35. Le Coordonnateur général est le représentant exécutif international du Mouvement auprès de l'Organisation des Nations Unies et, à ce titre, il participe aux sessions des organes du Conseil économique et social, ainsi qu'aux conférences régionales et internationales relatives aux questions autochtones.

36. Il est chargé d'assurer, en collaboration avec les intéressés, la mise en oeuvre de projets concrets de développement rural durable au bénéfice des communautés autochtones, en respectant leur mode de production ancestral.

37. Le Coordonnateur général prépare et présente à l'Assemblée générale du Mouvement le rapport de ses activités et ses recommandations concernant la promotion et la protection des droits des peuples autochtones et leur participation effective à la vie économique, sociale et culturelle. Il est responsable de sa mission et de sa gestion devant l'Assemblée générale.

Chapitre V**Article 11****Ressources**

Les ressources financières du Mouvement proviennent :

- a) Des cotisations de membres collectifs et individuels;
- b) Des contributions volontaires de membres passifs, ainsi que d'organisations d'aide au développement durable en bénéfice des communautés autochtones;
- c) Des dons et des legs;
- d) Des subventions provenant d'organismes de défense des droits de l'homme;
- e) Des recettes provenant des activités culturelles et de la vente des publications.

Article 12**Dissolution**

En cas de dissolution du Mouvement, l'actif social sera remis à une autre organisation autochtone poursuivant les mêmes principes et buts que le Mouvement.

Article 13


Révision des Statuts

38. Les présents statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

39. Les présents statuts constitutifs révisés et adoptés par l'Assemblée générale ordinaire en septembre 2002 entrent en vigueur le premier jour de leur adoption.

Certifié conforme

Pièce jointe 2

OFFICE DES NATIONS UNIES A GENEVE		PROCES VERBAL D'AUDITION	
SECTION DE LA SECURITE  Télégrammes: UNATIONS GENEVE Télex: 28 96 96 Téléphone : (22) 917 2900 - (22) 907 12 34 Téléfax: (22) 917 00 12 CH-1211 GENEVE 10		No ENREGISTREMENT	DI.6573.OJ
		DATE ENREGISTREMENT	18 avril 2002
		VOL	EFFRACTION
		DISPARITION	DIFFEREND
		PERTE	INCIDENT X
		DEGRADATION	AUTRE
DECLARANT			
NOM		PRENOM	NE(E) LE
PARY		LAZARO	17.12.1939
FONCTION		DEPARTEMENT/SERVICE	BUREAU TEL
Coordinateur / Administrateur		ONG « Tupaj Amaru »	022.734.76.17
EN QUALITE DE	PROPRIETAIRE	PLAIGNANT	TEMOIN
			AUTRE X


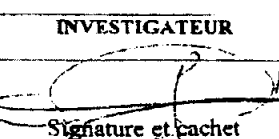
DECLARE LES FAITS SUIVANTS : Incident en salle XVII
 Suite à l'incident en salle XVII, de ce 17 avril 2002, occasionné par Mme. Elena BONAVIDA - personne accréditée par l'ONG dont je suis le coordinateur général pour la 59^{ème} Commission des Droits de l'Homme, à laquelle je participe, je déclare lui retirer immédiatement son accréditation et donc ne plus lui permettre l'accès à cette conférence. Je tiens à préciser que cette personne a agit sans mon autorisation, ni mon consentement, et dont l'attitude ne correspond pas aux principes et objectifs de l'ONG que je représente.

CIRCONSTANCES:											
Les faits se sont produits				Jour		Mois		Année		Heure	
entre le				17		04		2003		16h30	
et le				17		04		2003		17h00	
Lieu	Bureau	Salle	X	Couloir	Garage	Voiture		Autres			
Mode opératoire		Effraction		Tentative d'effraction		Sans effraction		Autres X			
ELEMENTS D'INFORMATION											
Concerne Mme Elena BONAVIDA, accréditée par l'ONG « Tupaj Amaru ».											

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Je soussigné(e), libre de toute contrainte physique et morale, déclare avoir pris acte de la qualité des personnes qui recueillent mon audition et du sujet de l'enquête en cours. Je confirme que je participe volontairement à cette enquête, qu'il m'a été signifié(e) que je restais libre de répondre ou non aux questions posées ou d'interrompre cet entretien et de signer ou non mes déclarations. Je confirme la réalité des faits énoncés ci-dessus. J'ai reçu copie de la présente déclaration. Lecture faite par moi de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à y changer, à y ajouter ou à y retrancher.

Signature :

DESTINATAIRES		ENREGISTREMENT	INVESTIGATEUR
X	M. R. De Stickere	Date: 17.04.2002  Par: C. Jaguier	 Signature et cachet
X	M. F. George		
X	Intéressé (copie)		

Pièce jointe 3

**Lettre datée du 18 mai 2003, adressée au Président
de la cinquante-neuvième session de la Commission
des droits de l'homme, par le Mouvement indien
« Tupaj Amaru »**

En tant que représentant des peuples autochtones, j'ai l'honneur de m'adresser à vous pour vous exprimer ma gratitude pour votre engagement militant en faveur des victimes de violations des droits de l'homme et vous réitérer mes félicitations pour votre compétence reconnue, votre lucidité et l'esprit démocratique dont vous avez fait preuve en conduisant les débats de la Commission dans un contexte extrêmement menaçant pour la paix et la sécurité internationales.

Permettez-moi de vous exprimer mon profond regret au sujet de l'incident qui s'est malheureusement produit le 17 avril 2003 vers 17 heures dans la salle XVII, durant la séance plénière de la Commission.

Conformément au procès-verbal de la Section de la sécurité et de la sûreté du Palais des Nations, Mme Elena Bonavita, ressortissante uruguayenne, accréditée par le Mouvement indien « Tupaj Amaru » à la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, accompagnée d'un journaliste dont j'ignore l'identité, aurait déployé devant la délégation des États-Unis d'Amérique une banderole portant l'inscription « Pace ».

Je tiens, d'une part, à vous préciser que Mme Bonavita n'est pas membre de notre organisation. D'autre part, elle a pris cette initiative insensée de sa propre volonté et a agi à titre strictement personnel, sans avoir consulté qui que ce soit; par conséquent, sans mon autorisation ni mon consentement préalables. Or, dans sa déclaration faite à la Section de la sécurité et de la sûreté, Mme Bonavita s'est engagée à assumer les conséquences découlant de son acte unilatéral (annexe 1).

Je vous informe que, dans mes lettres du 18 avril 2003, adressées à M. Sergio Vieira de Mello, Haut Commissaire aux droits de l'homme, et à M. Florian George, chef du Sous-Groupe des interventions spécialisées du Palais des Nations, je leur ai présenté mes excuses en leur demandant de décharger l'organisation de toute responsabilité dans cette affaire. Je vous prie de trouver ci-joint copies des lettres précitées.

Bien que notre organisation militante ait condamné publiquement la guerre menée contre l'Iraq sans l'aval du Conseil de sécurité et que nos membres aient ressenti une profonde frustration à la suite du refus de la pétition de neuf États Membres et de 22 ONG demandant la convocation urgente d'une session extraordinaire pour aborder les graves violations des droits de l'homme en Iraq et du droit humanitaire international, cela ne saurait justifier aucune manifestation perturbant le travail de la Commission.

C'est avec une ferme conviction que je réaffirme que l'attitude et le comportement de la personne en cause sont condamnables, contraires à la ligne de conduite de notre organisation et incompatibles avec ses principes statutaires. En application de mes prérogatives et en ma qualité de responsable exécutif, j'ai immédiatement retiré à Mme Bonavita son accréditation en signe de désaveu.

Lors de sa participation active aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et fidèle à son engagement en matière des droits de l'homme des peuples autochtones, le Mouvement indien a constamment contribué et contribue de manière constructive à la réalisation des objectifs et principes de la Charte des Nations Unies. En tout instant, il agit dans le respect et la courtoisie à l'égard de tous les États, qu'ils soient petits ou grands, en se conformant aux règles de conduite prévues par la résolution 1996/31 de l'ECOSOC et dans les limites de sa compétence en vertu de l'Article 71 de la Charte.

Pièce jointe 4

Lettre datée du 18 avril 2003, adressée au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par le Mouvement indien « Tupaj Amaru »

Par la présente, je tiens à vous présenter mon profond regret au sujet de l'incident qui s'est produit le 17 avril 2003, vers 17 heures dans la salle XVII. Selon le procès-verbal du Service de sécurité du Palais des Nations, Mme Elena Bonavita, de nationalité uruguayenne, accréditée par le Mouvement indien « Tupaj Amaru » à la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, accompagnée d'un journaliste dont j'ignore l'identité, aurait déployé dans la salle XVII une banderole portant l'inscription « Pace ».

Je vous précise que Mme Bonavita a agi de sa propre volonté, à titre strictement personnel, et donc sans mon autorisation ni mon consentement.

Bien que notre organisation ait condamné publiquement la guerre menée contre l'Iraq sans l'aval du Conseil de sécurité, cela ne saurait justifier aucune manifestation à l'égard de la Commission des droits de l'homme. L'attitude et le comportement de l'intéressée sont contraires à la ligne de conduite de notre organisation et incompatible avec ses principes. En application de mes prérogatives et en ma qualité de responsable exécutif, je lui ai retiré immédiatement son accréditation en signe de désaveu.

Dans le cadre de sa participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, le Mouvement indien n'a pas d'autre souhait que de contribuer de manière constructive à leurs travaux. En tout instant, il agit dans le respect et la courtoisie à l'égard de tous les États, qu'ils soient petits ou grands, en se conformant aux règles de conduite prévues par la résolution 1996/31 de l'ECOSOC.

En vous remerciant de votre compréhension, je vous présente, Monsieur le Haut Commissaire, l'expression de ma haute considération.

Pièce jointe 5**Lettre datée du 18 avril 2003, adressée à la Section de la sécurité et de la sûreté du Bureau des Nations Unies à Genève par le Mouvement indien « Tupaj Amaru »**

Faisant suite à la déclaration que j'ai faite le 17 avril 2003 dans votre bureau, je reviens à l'incident qui s'est produit ce même jour dans la salle XVII, vers 17 heures.

Ayant pris note du procès-verbal de la Section de la sécurité et de la sûreté du Palais des Nations, selon lequel Mme Elena Bonavita, de nationalité uruguayenne, accréditée par le Mouvement indien « Tupaj Amaru » à la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, accompagnée d'un journaliste dont j'ignore l'identité, aurait déployé une banderole portant l'inscription « Pace », devant la Commission des droits de l'homme réunie en séance plénière dans la salle XVII.

Tout d'abord, je tiens à vous préciser que Mme Bonavita a agi de sa propre volonté et à titre strictement personnel, donc sans mon autorisation ni mon consentement. Bien que notre organisation ait dénoncé publiquement la guerre menée contre l'Iraq sans l'aval du Conseil de sécurité, cela ne saurait justifier aucune manifestation de ce genre.

L'attitude et le comportement de l'intéressée sont contraires à la ligne de conduite de notre organisation et incompatibles avec ses principes. En application de mes prérogatives et en ma qualité de responsable exécutif, je lui ai retiré immédiatement son accréditation en signe de désaveu.

Il est clair que, dans le cadre de sa participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, le Mouvement indien n'a pas d'autre objectif que d'apporter des contributions constructives à leurs travaux. En tout instant, il agit dans le respect et la courtoisie à l'égard des États, qu'ils soient petits ou grands, en se conformant aux règles de conduite prévues dans la résolution 1996/31 de l'ECOSOC.

Je saisis cette occasion pour vous remercier de votre compréhension, notamment de votre tolérance et de votre coopération avec les organisations non gouvernementales et je vous présente mes salutations les plus distinguées.

II. Parti radical transnational

Généralités

1. Le Parti radical transnational (PRT) est une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social depuis 1995.
2. À sa session ordinaire de 2002, le Comité a examiné une plainte déposée par le Gouvernement vietnamien contre le PRT, au motif que l'organisation avait fourni à des membres de la Fondation des montagnards, mouvement considéré comme une organisation terroriste par le Viet Nam, une accréditation pour participer à la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme. Le Comité a demandé à l'organisation de présenter un rapport spécial sur les questions portées à son attention par le représentant du Viet Nam.
3. À la reprise de sa session de 2002, le Comité a examiné le rapport spécial présenté par l'ONG et l'a trouvé insuffisant. Il a décidé que le PRT devrait lui présenter un nouveau rapport supplémentaire contenant des informations sur ses activités afin de l'examiner à sa session ordinaire de 2003.
4. Le nouveau rapport supplémentaire a été examiné par le Comité à sa session ordinaire de 2003. Le représentant du Viet Nam a indiqué que l'organisation avait continué de délivrer une accréditation à M. Ksor, qui était lié à des groupes terroristes. Il a ajouté que ces groupes avaient fomenté des émeutes au Viet Nam et plaidé en faveur d'un État indépendant des Degar, ce qui constituait une menace à l'intégrité territoriale de son pays.
5. Plusieurs membres du Comité ont exprimé un avis divergent de celui du représentant du Viet Nam concernant l'accréditation de M. Ksor par l'organisation. Le Comité a demandé au PRT de donner de nouvelles précisions sur son avis au sujet des accusations portées par le représentant du Viet Nam et de lui soumettre une réponse, pour examen à la reprise de sa session de 2003, dont le texte est reproduit ci-après :

Lettre datée du 30 septembre 2003, contenant les explications fournies par le Parti radical transnational au Comité chargé des organisations non gouvernementales

Observations préliminaires

Le Parti radical transnational, avant d'aborder les allégations contenues dans la plainte déposée par la délégation vietnamienne concernant l'accréditation qu'il a délivrée à M. Ksor, tient à appeler l'attention des membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les renseignements figurant dans ses rapports spéciaux supplémentaires (voir E/C.2/2003/3) et à soulever le point de procédure suivant : aux termes de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif doivent présenter au Comité, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un bref rapport sur leurs activités. Dans ses réponses écrites précédentes, le PRT a toujours répondu et assumé l'entière responsabilité des actions menées en son nom par ses membres

dans le cadre du système des Nations Unies. Les événements évoqués dans la plainte formulée par le Gouvernement vietnamien ne concernent pas le PRT ni ses activités à proprement parler; toutefois, dans un esprit de collaboration avec le Comité, le PRT s'est toujours efforcé de répondre en détail aux plaintes déposées par la délégation vietnamienne. Enfin, le PRT tient à rappeler qu'à la session de juin du Comité, plusieurs délégations ont fait observer que les débats portant sur la définition du terrorisme et l'inscription de personnes ou de groupes sur une liste d'organisations terroristes devraient être du ressort des organes compétents de l'ONU.

Enfin, le Parti radical transnational souhaite appeler l'attention des membres du Comité sur une lettre datée du 22 avril 2002, émanant du Président de la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, dans laquelle celui-ci met clairement hors de cause le PRT et signale qu'à sa demande, le secrétariat applique strictement la procédure d'accréditation de tous les participants dotés du statut d'observateur. En l'occurrence, il lui a été signalé que le représentant de la Fondation des montagnards était dûment accrédité par le Parti radical transnational, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

À d'autres occasions, durant la session de juin 2003, le Comité a reçu des lettres émanant du Président de la Commission, qui sont considérées comme des éléments d'information utiles concernant plusieurs affaires visant des ONG; le PRT estime que la lettre de la présidence polonaise mérite de recevoir le même degré d'attention.

De manière générale, le Parti radical transnational tient à réaffirmer qu'il est une organisation non violente qui, en menant ses activités et campagnes publiques à travers le monde, utilise des pratiques initiées et mises en oeuvre par le fondateur de l'Inde, le mahatma Gandhi. Tous ceux qui décident de leur plein gré d'adhérer au PRT et qui sont élus au sein de ses organes, comme M. Kok Ksor, connaissent ces modalités d'action et y souscrivent sans réserve.

Le Parti radical transnational tient en outre à déclarer qu'il n'a jamais eu recours à des actes ou modes d'action inspirés par des motifs politiques, visant un État Membre de l'ONU ou allant à l'encontre des principes et des documents fondateurs de l'Organisation. C'est plutôt le contraire qui est vrai. En fait, au cours des deux dernières années, le PRT a participé, au sein du système des Nations Unies, à des débats utiles consacrés aux moyens de renforcer l'Organisation et de la réformer, devançant d'une certaine manière l'appel récemment lancé par le Secrétaire général, Kofi Annan, concernant la nécessité d'engager des réformes radicales de l'ONU. Dans le cadre de ce nouveau processus, le PRT s'est employé à promouvoir la connaissance des principes et activités de l'ONU, en prenant des avis auprès des organes de l'ONU, tels que la Commission des droits de l'homme et sa Sous-Commission, ainsi qu'auprès d'une dizaine d'États Membres, en affirmant les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

À propos des allégations avancées par le Viet Nam

Le document présenté par l'Ambassadeur du Viet Nam à la session de juin 2003 du Comité contient trois séries d'allégations auxquelles le PRT entend répondre point par point.

1. a) Dans le rapport spécial supplémentaire sollicité par le Comité au début de 2003, il n'a pas été demandé au PRT de reconnaître que l'accréditation qu'il avait délivrée à M. Kok Ksor pour qu'il participe à la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme constituait un abus de son statut consultatif. En fait, le PRT a seulement été prié d'établir un rapport sur l'incident. Par ailleurs, la déclaration faite par M. Ksor au nom du PRT n'était pas dirigée contre le Viet Nam mais visait plutôt à apporter des éléments au débat sur les droits des populations autochtones.

1. b) Le Parti radical transnational a toujours fourni des réponses au Comité en faisant preuve du plus grand respect et a toujours donné les renseignements demandés de manière directe et complète. C'est pourquoi il ne comprend pas comment il pourrait avoir cherché à se ridiculiser en niant l'existence de liens entre M. Ksor, sa Fondation des montagnards et le Front unifié pour la libération des races opprimées (FURLO). Dans sa réponse précédente, le PRT a clairement affirmé que M. Ksor n'était pas un terroriste et que la Fondation des montagnards était un groupe qui se consacrait à la défense de la culture autochtone des peuples montagnards (Degar) et de leurs traditions. Le FURLO ayant été dissous depuis de nombreuses années, durant la guerre du Viet Nam, ses activités ne peuvent avoir une quelconque incidence sur les actions que le PRT mène depuis 1995, année de son affiliation au Conseil économique et social.

2. a) (Premier et deuxième paragraphes) Le parti radical transnational estime que deux citations tirées du site Web de la Fondation des montagnards ne peuvent être considérées comme des preuves attestant que M. Ksor et la Fondation entretiennent des liens officiels avec le FURLO ou que la Fondation en est une émanation. En fait, ces deux citations sont imputées à une personne qui n'a jamais déclaré ni laissé entendre qu'elle avait recours à la violence ou à des manoeuvres terroristes (on peut consulter le programme de la Fondation sur le site (en anglais) suivant : <www.montagnard-foundation.org>). D'après une étude des documents présentés sur ce site, il est évident que les buts et activités de l'organisation ne sauraient en aucun cas être considérés comme ceux d'un groupe terroriste se livrant à des activités qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales. Tout en soulignant que le PRT et la Fondation des montagnards sont deux entités indépendantes, le PRT tient à réaffirmer que la Fondation est une organisation pacifique qui mène des activités non violentes et milite en faveur de la promotion et du respect des droits fondamentaux des peuples montagnards autochtones, en vertu des normes internationales relatives aux droits de l'homme. En conséquence, le PRT affirme que la Fondation des montagnards ne saurait être considérée comme un groupe qui s'emploie à soutenir des activités terroristes dans quelque endroit du monde.

2. a) (Troisième paragraphe) Le parti radical transnational défend ardemment la primauté du droit dans les relations internationales et les principes du droit à une procédure régulière et à un jugement équitable, qui sont consacrés dans les instruments de base universellement reconnus de défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales. D'après ces normes, dans un jugement, les deux parties devraient se voir accorder un traitement égal et avoir accès sur un pied d'égalité aux éléments de preuve, qu'ils soient en leur faveur ou qu'ils les incriminent. Étant donné que le PRT et le Comité n'ont pas été en mesure de vérifier ce que le Viet Nam considère comme étant la principale preuve des activités terroristes présumées de M. Ksor et de la Fondation des montagnards (à savoir les

transcriptions en langue originale d'une réunion tenue en 2002 et d'une conversation téléphonique en 2001), le PRT fait valoir que ces éléments n'ont pas pu être dûment examinés et ne devraient donc pas être pris en compte dans cette affaire. Néanmoins, le PRT, dans le cadre de sa collaboration soutenue avec le Comité, a informé M. Kok Ksor de l'existence des transcriptions. M. Ksor a fermement nié être l'auteur des déclarations citées dans le document émanant du Viet Nam et a en outre indiqué que les réunions de la Fondation tenues en Caroline du Nord s'étaient déroulées en langue ede, alors que les transcriptions mentionnées par le Viet Nam étaient en anglais. Enfin, le PRT estime que ces transcriptions ne peuvent et ne sauraient être considérées comme apportant la preuve des intentions terroristes de M. Kok Ksor et de la Fondation, étant donné que le Comité n'a pas été autorisé, conformément aux normes internationales relatives au droit à une procédure régulière et à un jugement équitable, à vérifier de manière indépendante la fiabilité de ces déclarations.

2. b) (Premier et deuxième paragraphes) Voir plus haut.

2. c) Le PRT ne parvient pas à comprendre comment on peut considérer qu'un groupe d'exilés qui, par définition, ne vit pas dans son pays d'origine, peut établir un Etat indépendant dans un pays tiers sans être considéré comme un groupe sécessionniste dans ce pays. En ce qui concerne les transcriptions, le PRT renvoie à sa réponse à la question 2 a) (troisième paragraphe).

3. a) Le PRT fait observer que M. Kok Ksor n'est pas un terroriste et qu'il ne milite pas pour la création d'un Etat indépendant des Degar. En fait, dans ses discours devant la Commission des droits de l'homme et sa sous-commission, il a évoqué la question des droits des peuples autochtones vivant sur les hauts plateaux du centre du Viet Nam. Ces déclarations, qui sont jointes au présent document, ne contiennent pas de propos ni de proposition séditions. Le PRT souhaite appeler l'attention du Comité sur le fait que la recommandation faite par M. Ksor au nom du PRT a été approuvée sans réserve par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en 2001 et par la Commission des droits de l'homme en 2002.

3. b) Pour les raisons précitées, le PRT fait valoir que l'accréditation de M. Kok Ksor ne constituait pas un abus de son statut consultatif, étant donné qu'elle avait été dûment vérifiée par le Président et le secrétariat de la cinquante-huitième session de la Commission et qu'elle ne contrevenait à aucun des articles pertinents de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. Le PRT défend activement le principe général de la présomption d'innocence, selon lequel, en matière pénale, toute personne est considérée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été établie. Pour cette raison, le PRT estime que le fait d'avoir accrédité M. Ksor à participer aux travaux de l'ONU en 2002 et 2003 ne saurait être considéré comme une « violation délibérée » de son statut consultatif.

3. c) Le PRT n'a pas commis un acte délictueux en offrant sa tribune à M. Kok Ksor qui, lorsqu'il a été accrédité, s'est toujours exprimé exclusivement au nom du Parti.

Annexe

Déclaration orale faite le 15 avril 2002 par le Parti radical transnational devant la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-huitième session

Durant ces 25 dernières années, les peuples Degar des hauts plateaux du centre du Viet Nam, connus sous le nom de Montagnards, ont été en butte à des violations systématiques des droits de l'homme, qu'il s'agisse d'opérations militaires, de campagnes de stérilisation, de la confiscation de leurs terres, de la torture ou de la répression politique. L'un des plus anciens peuples autochtones d'Asie est en train de disparaître sous nos yeux. Les récents incidents de février et mars 2002, qui ont consisté en des actes de violence perpétrés par les forces de sécurité vietnamiennes contre des réfugiés Montagnards et des mesures d'intimidation à l'égard des fonctionnaires du HCR dans le camp de réfugiés de Mondolkiri au Cambodge, ont amené le Haut Commissariat à revenir sur l'accord conclu en vue de leur rapatriement et ont décidé le Gouvernement des États-Unis à offrir l'asile à un millier de réfugiés. Le Viet Nam a interdit l'accès aux hauts plateaux du centre du pays aux représentants de la communauté internationale et le Cambodge a par ailleurs déclaré publiquement qu'il remettrait de force les réfugiés en fuite aux mains des forces de sécurité vietnamiennes. Le Parti radical transnational se félicite de la déclaration faite par l'Union européenne, qui enjoint aux deux Gouvernements de s'acquitter de leurs obligations internationales et de reprendre leur coopération avec le HCR. Cela étant, les peuples montagnards adjurent la Commission de demander instamment au Gouvernement vietnamien d'autoriser le HCR à se rendre auprès des réfugiés rapatriés et d'établir une présence permanente dans la région des hauts plateaux. Nous demandons que la frontière cambodgienne soit maintenue ouverte pour les réfugiés fuyant le Viet Nam et que des pressions soient exercées sur ce pays pour qu'il mette fin à 25 années de persécution contre notre peuple.
